

## VILLEFRANCHE DE CONFLENT - Commune

Séance du 28 avril 2026

Membres en exercice :  
11

Date de la convocation: 24/04/2026

vingt-huit avril deux mille vingt-six l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Gilles ROBERT

Présents : 11

Votants: 11

Pour: 11

Contre: 0

Abstentions: 0

**Présents :** Madame Frédérique LATOUR, Monsieur Benoît MENE, Monsieur Gilles ROBERT, Monsieur Stéphane BARAJAS, Madame Anissa MEGHRAOUI, Monsieur Bernard CAILLIS, Monsieur Laurent BACO, Madame Marie-Noëlle NEAUD, Madame Céline MONSEGUR, Madame Marjolaine CARMINATI, Monsieur Jimmy COURTIN

**Représentés:**

**Excusés:**

**Absents:**

**Secrétaire de séance:** Madame Céline MONSEGUR

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en préfecture  
le 30/04/2026  
et publié ou notifié  
le 04/05/2026

### Objet: VOTE BUDGET PRIMITIF 2026 - DE\_051\_2026

Vu l'état annuel de toutes les indemnités des élus imposé par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le Maire expose le contenu du budget de l'exercice 2026.

De plus, Il précise que l'instruction comptable et budgétaire M57 permet désormais de disposer de plus de souplesse budgétaire.

En effet, si l'assemblée délibérante l'autorise à l'occasion du vote du budget, dans les limites qu'elle fixe, l'exécutif peut procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel), au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chacune de ces sections.

Ces mouvements de crédits ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre.

Ces virements de crédits font l'objet d'une décision expresse de l'exécutif qui doit être transmise au représentant de l'Etat pour être exécutoire dans les conditions de droit commun.

Cette décision doit également être notifiée au comptable. L'exécutif de l'entité informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve le Budget Primitif 2026 de la commune de VILLEFRANCHE DE CONFLENT comme suit :

|   | Dépenses Fonctionnement | Recettes Fonctionnement |
|---|-------------------------|-------------------------|
| Crédits votés 2026                      | 1 288 417.00            | 696 078.05              |
| Excédent de fonctionnement 2025 reporté |                         | 592 338.95              |
| TOTAL FONCTIONNEMENT                    | 1 288 417.00            | 1 288 417.00            |

|   | Dépenses Investissement | Recettes Investissement |
|---|-------------------------|-------------------------|
| Crédits votés 2026  | 256 953.00              | 256 953.00              |
| Restes à réaliser 2025  | 360 819.30              | 34 455.00               |
| Excédent d'Investissement 2025 reporté                                  |                         | 199 334.55              |
| Excédent de fonctionnement affecté à la section d'investissement (1068) |                         | 127 029.75              |
| <b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>   | <b>617 772.30</b>       | <b>617 772.30</b>       |
| <b>TOTAL BUDGET 2026</b>  | <b>1 906 189.30</b>     | <b>1 906 189.30</b>     |

- autorise le Maire à procéder, au cours de l'exercice 2026, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections (7.5% en fonctionnement et 7.5% en Investissement).
- Autorise le Maire à procéder à la neutralisation des amortissements des subventions d'équipements versées, pour préserver l'équilibre budgétaire
- Autorise le Maire à signer tout acte utile en la matière et tout document s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus  
 Pour extrait certifié conforme.

**LE SECRETAIRE**

Le Maire,  
 Gilles ROBERT



**Voies et délais de recours :**

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de publication et/ou sa notification.

A cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot, 6 Rue Pitot, 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision et/ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être reconduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Date de transmission de l'acte: 30/04/2026

Date de réception de l'AR: 30/04/2026

066-216602235-DE\_051\_2026-DE

A G E D I